

# IPCAN

INDEPENDENT POLICE COMPLAINTS  
• AUTHORITIES' NETWORK •

---

5<sup>E</sup>

Séminaire IPCAN

Biographies

# 5<sup>E</sup> Séminaire IPCAN

## Levent Altan

Directeur exécutif, Victim Support Europe

Levent Altan est responsable de la direction générale, de l'orientation stratégique et de la gestion de l'organisation Victim Support Europe. Il en est le directeur exécutif depuis novembre 2014. Avant de rejoindre Victim Support Europe, il a travaillé en tant que conseiller juridique principal chez Milieu Ltd, une société de conseil multidisciplinaire, où il a dirigé une équipe chargée de divers projets multinationaux sur la justice et les affaires intérieures. Il a travaillé à deux reprises pour la Commission européenne (DG Justice) en tant qu'expert national. Au cours de cette période, il a été chargé de rédiger et de négocier la directive européenne établissant des normes minimales relatives aux droits, au soutien et à la protection des victimes de la criminalité. Auparavant, M. Altan avait travaillé pendant une dizaine d'années en tant que fonctionnaire britannique au ministère de la Justice, au ministère de l'Intérieur et au Bureau du Cabinet.

## Claudine Angeli-Troccaz

Adjointe du Défenseur des droits en charge de la déontologie dans le domaine de la sécurité, Vice-Présidente du collège chargé de la déontologie dans le domaine de la sécurité, Défenseur des Droits, France

Claudine Angeli-Troccaz est adjointe du Défenseur des droits (France) chargée de la déontologie dans le domaine de la sécurité depuis le 14 novembre 2014. Après avoir obtenu le concours d'entrée à l'École de formation du Barreau, Claudine Angeli-Troccaz a été admise à l'École nationale de la Magistrature, et a débuté sa carrière en qualité de juge de l'application des peines au tribunal de grande instance d'Evreux.

Après un passage notamment à la direction des services judiciaires du Ministère de la Justice, elle a été nommée à l'Inspection générale des services judiciaires où elle a été chargée de dossiers disciplinaires ou sur le fonctionnement des juridictions. Affectée en 2009 à la chambre de l'instruction de la Cour d'Appel de Paris en qualité de substitut général, Claudine Angeli-Troccaz était depuis 2012 adjointe de l'avocat général central, plus particulièrement chargée des procédures de terrorisme et des dossiers concernant des officiers de police judiciaire ou des agents de l'Etat ; par ailleurs, elle était responsable du service des officiers de police judiciaire, en charge des procédures d'habilitation et de la discipline pour le ressort de la cour d'appel de Paris.

## Hélène Balazard

Projet Policité, Chercheure en Science politique, laboratoire EVS, Université de Lyon, France

Hélène Balazard est chercheure en Science politique au laboratoire EVS de l'Université de Lyon et ingénieure des Travaux Publics de l'État. Elle a étudié dans sa thèse le community organizing à Londres et a participé à la création de l'Alliance Citoyenne à Grenoble. Après des postes au CEREMA, au CNRS et à la Queen Mary University of London, elle travaille à l'ENTPE (École nationale des travaux publics de l'État). Elle y développe des recherches et des cours en interaction avec la société civile sur la participation citoyenne et les discriminations dans les quartiers populaires. Elle est membre du collectif DREAM (Discriminations, racismes, engagements et mobilisations) et de la recherche PoliCité.

## Julia Thorsøe Ballaschk

Expert principal, Centre pour la protection des données, Police nationale, Danemark

Julia Thorsøe Ballaschk est experte principale au Centre de protection des données de la Police nationale danoise. Elle travaille à l'intersection entre la loi et la technologie, en créant des logiciels de collecte, de partage et d'analyse de données qui respectent et renforcent les principes de confidentialité, de sécurité et de protection des données tout en répondant aux besoins opérationnels des services de police. Avant de rejoindre la police, elle a travaillé comme conseillère européenne au Parlement danois. Julia Thorsøe Ballaschk est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Copenhague. Dans sa thèse de doctorat, elle a étudié les effets de l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE sur le droit à la protection des données. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit de la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres et d'une licence en relations internationales de l'Université technique de Dresde.

## Anja Bienert

Responsable de Programme, Amnesty International, Pays-Bas

Anja Bienert a fait des études de droit à Cologne et Lausanne (1994). Elle est docteur en procédure pénale (1996) et titulaire d'une maîtrise en aide humanitaire (1998).

Anja Bienert possède de nombreuses années d'expérience dans le domaine de l'aide humanitaire et des questions de sécurité dans divers pays touchés par des conflits armés non internationaux et d'autres situations de violence : Experte auprès de l'Office humanitaire de la Commission européenne (ECHO) de 1998 à 2002, elle a travaillé au Mali et au Burundi et, en tant que déléguée du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), au Pérou, au Myanmar, au Sud-Soudan et au Zimbabwe de 2003 à 2008. De 2008 à 2011, Anja Bienert a été conseillère du CICR à Genève auprès du siège et des délégations du CICR dans le monde entier sur des questions relatives à la police et aux forces de sécurité.

Depuis mars 2011, elle est responsable du programme Police et droits de l'homme de la section néerlandaise d'Amnesty International, où elle donne des conseils, des avis et des formations sur les questions de police. Mme Bienert participe

régulièrement à des conférences internationales et à des examens par des pairs (ONU, EUFRA, OSCE) et est membre du Groupe d'experts de l'OSCE/BIDDH sur la liberté de réunion pacifique. Parmi ses dernières publications : "To serve and to protect – Human rights and humanitarian law for police and security forces", ICRC, 2nd edition, Genève, 2014; Policing assemblies, AINL PHRP short paper series No. 1, Amsterdam 2013; Use of Force: Guidelines for implementation of the UN Basic Principles on the Use of Force and Firearms by Law Enforcement Officials, AINL, Amsterdam 2015, ...

## Bas Böing

Spécialiste opérationnel, Police nationale, Pays Bas

Bas Böing travaille pour la Dutch politie, la police néerlandaise à Amsterdam. Il est le chef de programme et travaille sur l'une des questions les plus « intrigantes » et les plus difficiles de cette époque - le profilage illégal et racial, conscient que cette question concerne de nombreuses personnes dans les collectivités que la police sert. Afin d'assurer des pratiques policières justes et efficaces, Mr Böing et son équipe prennent toutes sortes de dispositions à l'échelle de l'organisation, de l'encadrement des personnes au niveau opérationnel à l'élaboration de la formation et au changement des politiques et procédures au niveau stratégique. Ils adaptent également la technologie pour influencer les comportements.

## Sarah Chander

Chargée de plaidoyer, Réseau européen contre le racisme (ENAR)

Sarah Chander est Senior Advocacy Officer au Réseau européen contre le racisme (ENAR), le seul réseau paneuropéen d'organisations antiracistes. Elle a pour mission défendre les lois, les politiques, les mouvements et les pratiques en faveur de l'égalité raciale. Les domaines de travail de Sarah Chander comprennent la promotion de mesures en faveur de l'égalité dans le domaine de la collecte de données sur l'égalité, les crimes et discours haineux, la diversité et l'emploi, le profilage racial et l'intersectionnalité, et finalement le démantèlement des inégalités structurelles liées à l'origine. Auparavant, elle a travaillé sur la politique d'emploi et d'éducation pour le gouvernement britannique, ainsi que sur l'activisme pour la fin de la détention des migrants.

# Patrick Charlier

Membre du Conseil d'Administration, Equinet

Patrick Charlier est diplômé en droit. Il a travaillé pour la Liga voor Mensenrechten (Ligue des droits de l'homme), d'abord comme conseiller juridique (1992-1996), puis comme directeur (1996-2001). En 2001, il a rejoint l'Unia (Belgique), où il a occupé différents postes : à l'origine au sein du Département du racisme et de l'Observatoire des migrations, puis comme coordinateur du Département de la discrimination. Patrick Charlier est également membre du conseil d'administration d'Equinet depuis 2015.

# Rebekah Delsol

Chargée de projet et des politiques sur le profilage ethnique, Open Society Justice Initiative, Open Society Foundations

Rebekah Delsol est chargée de programme pour le projet de services de police équitables et efficaces (Fair and Effective Policing, FEP) de l'Open Society Justice Initiative. Le projet FEP vise à améliorer les relations policières avec les diverses communautés en soutenant le dialogue, le leadership et l'innovation dans le cadre d'alliances de collaboration entre les professionnels policiers, les universitaires, les institutions régionales et la société civile. Rebekah Delsol est titulaire d'un doctorat de l'Université de Warwick basé sur une étude comparative des pratiques de contrôle et de fouille au Royaume-Uni et aux États-Unis. Elle a écrit et présenté de nombreux articles et exposés sur les contrôles et fouilles, le racisme, l'égalité et le maintien de l'ordre et, plus récemment, elle a participé à la corédaction de « Stop and Search : The Anatomy of a Police Power » (Palgrave, 2015) et co-écrit « The Colour of Injustice: 'Race,' Drugs and Law Enforcement in England and Wales » (StopWatch 2018).

# Marc André Dowd

Commissaire à la déontologie policière, Membre IPCAN, Québec, Canada

Marc-André Dowd est avocat, membre du Barreau du Québec depuis 1997. Il est titulaire d'un baccalauréat en droit de l'Université Laval et d'une maîtrise en gestion des organisations publiques de l'École nationale d'administration publique (ÉNAP).

Il a débuté sa carrière à titre de vice-président du Conseil permanent de la jeunesse. Il a ensuite œuvré durant 13 ans à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse où il a été successivement stagiaire en droit, avocat plaideur, adjoint exécutif du Président, directeur des enquêtes et, enfin, vice-président de la Commission, responsable de l'application de la Charte des droits et libertés de la personne. Par la suite, il a joint les rangs du Protecteur du citoyen, à titre de vice-protecteur à la prévention et à l'innovation où il pilotait les enquêtes spéciales et les interventions systémiques de cette institution. Depuis le 13 mars 2017, il est le nouveau Commissaire à la déontologie policière.

Parmi ses réalisations professionnelles marquantes, on note le développement de l'approche de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en matière de profilage racial et social. Au Protecteur du citoyen, il a développé son expertise concernant le respect des droits lors d'interventions auprès de clientèles vulnérables et/ou marginalisées.

# Daniel Drewer

Délégué à la protection des données et chef de l'unité «Protection des données», Europol

Daniel Drewer est le délégué à la protection des données et chef de l'unité «Protection des données» d'Europol. Il a grandi à Hambourg et, suivant sa famille, il a vécu pendant cinq ans à Moscou où il a étudié à l'école internationale allemande. Il a effectué son service militaire au ministère allemand de la Défense à Bonn. Il est titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université de Hambourg. Avant d'entamer sa formation professionnelle au tribunal hanséatique de Hambourg, Daniel Drewer a travaillé comme avocat contractuel pour un grand groupe de médias.

Il a rejoint le service juridique d'Europol en 2003 en qualité, entre autres, de responsable de la confidentialité chargé du traitement des informations classifiées, de l'accréditation des systèmes informatiques et des habilitations de sécurité ainsi que de la protection des données. En 2007, il a été nommé chef de l'Unité de l'intégrité de l'information, responsable de la protection des données et de la conformité en matière de sécurité des données.

Depuis 2010, il exerce la fonction de délégué à la protection des données et est le chef de l'unité Protection des données d'Europol.

Daniel Drewer publie régulièrement dans l'Oxford Law Journal Computer Law & Security Review. Il participe en tant que conférencier à de nombreuses conférences internationales sur la protection des données. Il est chargé de cours dans le cadre du cours de certification des délégués à la protection des données de l'Institut européen d'administration publique (IEAP) et du cours d'été de droit pénal à l'Académie de droit européen (ERA).

Depuis 2015, Daniel Drewer se fait le champion du réseau d'experts en protection des données d'Europol (EDEN).

# Karoline Fernandez de la Hoz

Observatoire espagnol du racisme et de la xénophobie (OBERAXE), Ministère de l'emploi, des migrations et de la sécurité sociale, Espagne

Karoline Fernández de la Hoz est directrice de l'Observatoire espagnol du racisme et de la xénophobie (OBERAXE) au Secrétariat d'État aux migrations du ministère espagnol du Travail, des Migrations et de la Sécurité sociale depuis mars 2015. Elle est épidémiologiste médicale de formation et a occupé différents postes liés aux questions internationales dans des institutions nationales et européennes.

En tant que directrice d'OBERAXE, elle est responsable de : recueillir et analyser des informations sur le racisme et la xénophobie en Espagne afin de fournir des informations pour l'action ; promouvoir le principe d'égalité de traitement et de non-discrimination et la lutte contre le racisme et la xénophobie en développant des programmes et projets dans différents domaines ; collaborer avec les institutions publiques et privées, nationales et internationales en matière de prévention et lutte contre le racisme et la xénophobie. Oberaxe publie annuellement une enquête nationale et un rapport connexe sur les « opinions et attitudes de la population espagnole à l'égard des immigrants », et participe à plusieurs projets financés par l'UE tels que PROXIMITY « Policing against racism, xenophobia and other forms of intolerance », etc.

L'OBERAXE représente l'Espagne au sein de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA), de l'ODHIR, du Groupe de haut niveau de l'UE sur la lutte contre le racisme et la xénophobie et les autres formes d'intolérance, entre autres.

# Olivier Fillieule

Professeur de sociologie politique, Institut d'études politiques de Lausanne, Suisse

Olivier Fillieule est directeur de recherche au CNRS (chercheur associé au CESSP-Paris) et actuellement professeur de sociologie politique à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne (UNIL-IEPI) dont il a été directeur de 2008 à 2011. Il a été boursier Jean Monnet à l'IUE (Florence, IT) en 1996-1997 et chercheur invité à l'université de Berkeley (2000) et de New York (2009). En 2011, il a reçu le prix Mattei Dogan de l'Association française de science politique, reconnaissance de sa contribution à l'avancement de la science politique. Mr Fillieule a co-fondé deux groupes de recherche qui ont joué un rôle important dans la production et la diffusion de la recherche sur les mouvements sociaux en Europe : le GERMM (Groupe d'étude sur l'activisme contemporain) en 1994 en France et le CRAPUL (Centre de recherche en action politique) en 2002 en Suisse.

Il a également participé activement à la création du Groupe permanent de sociologie politique de l'ECPR qui offre un forum aux chercheurs appliquant des approches sociologiques pour étudier les faits politiques dans le but de promouvoir ces approches en sciences politiques. Parmi ses dernières publications : (Avec E. Neveu) *Activists Forever. The Long-Term Impact of Political Activism in Context*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018 ; (Avec Pascal Viot et Gilles Descloux), « Vers un modèle européen de gestion policière des foules protestataires? », *Revue française de science politique*, vol 66, n°2, 2018: 295-310 ; (Avec G. Accornero) *Social movement studies in Europe. A state of the art*, New York/Londres, Berghahn books, 2016



# Sarah Green

Directrice régionale pour le Sud et l'Est de l'Angleterre, Independent Office for Police Conduct (IOPC), membre IPCAN, Royaume-Uni

Sarah Green était vice-présidente de l'IOPC avant de devenir Directrice Régionale. Comme tous les commissaires opérationnels, elle est responsable du contrôle indépendant et de la conduite des enquêtes et dossiers de l'IOPC et la promotion de la confiance publique dans son système de réclamation.

Avant de rejoindre l'IOPC, Sarah Green était Chef des services légaux de l'Est de l'Angleterre de l'Agence de Développement (Development Agency). Elle travaillait auparavant comme avocate à la Commission d'aide juridique (Legal Aid Board) des régions de l'Est, et a ensuite tenu plusieurs postes de direction à l'échelle nationale pour la Commission de Services Juridiques (Legal Services Commission).

Avant d'intégrer le secteur public, Mme Green a travaillé comme avocate pour un grand cabinet représentant des syndicats. Elle s'occupait notamment de mener une équipe à l'échelle nationale responsable des poursuites criminelles engagées par des clients employés du secteur public et victimes d'agression au travail.

# Sophie Hatt

Directrice des services actifs de la Police Nationale, Direction de la coopération internationale, Ministère de l'Intérieur, France

Sophie HATT est directrice des services actifs de la Police Nationale. Elle débute sa carrière en 1993 en qualité de commissaire de police et occupe ensuite plusieurs postes au sein de la Préfecture de Police de Paris. Elle a exercé aux renseignements généraux de Marseille, puis à Bastia en tant que représentante du coordonnateur des services de sécurité intérieur. En 2012, elle a été nommée cheffe du groupe de sécurité de la Présidence de la République. Depuis mars 2017, elle occupe le poste de directrice de la coopération internationale au Ministère de l'Intérieur.

# Aydan Iyigüngör

Chargée de projet, Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne

Les domaines d'expertise d'Aydan Iyigüngör au sein de la FRA comprennent les droits à l'éducation et à la formation, la police et les frontières, les médias à la diversité.

Aydan Iyigüngör a 11 ans d'expérience dans la démocratisation et la participation, la gouvernance et la construction d'institutions dans les champs de la justice et de l'intérieur, des droits des minorités, des droits humains à l'éducation et à la formation. Elle a précédemment travaillé pour l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), l'Union Européenne et l'Agence de Développement Autrichienne (ADA) en Bosnie-Herzégovine, Turquie et dans l'Union Européenne.

Elle est diplômée d'un Master en Sciences Politiques.

# Momodou Malcolm Jallow

Membre du Parlement suédois, membre de la Commission de l'égalité et de la non-discrimination de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Momodou Malcolm Jallow est membre du Parlement suédois et, depuis janvier 2019, il est membre de la commission de l'égalité et de la non-discrimination et de la sous-commission des droits des minorités de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

# Katarzyna Janicka-Pawlowska

Responsable d'équipe droits des victimes, Commission Européenne, Direction générale de la justice et des consommateurs

Katarzyna Janicka-Pawlowska dirige une équipe chargée des droits des victimes à la DG Justice de la Commission européenne. Elle est plus particulièrement en charge du droit des victimes, notamment l'application des règles de l'UE, l'élaboration et l'intégration de la politique en matière de droits des victimes dans des domaines tels que les victimes du terrorisme, la lutte contre le trafic d'êtres humains, la lutte contre la violence sexiste, la lutte contre les crimes de haine et la protection des enfants victimes. De plus, en novembre 2017, Katarzyna Janicka-Pawlowska a été chargée du soutien et conseil de la conseillère spéciale du président Juncker pour l'indemnisation des victimes d'actes criminels - Joëlle Milquet. Katarzyna Janicka-Pawlowska contribue également aux négociations Brexit dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale.

M<sup>me</sup> Janicka-Pawlowska a rejoint la Commission européenne en 2002 et a depuis lors contribué à l'élargissement de l'Union européenne, à l'achèvement du marché unique, y compris le marché unique numérique, aux relations économiques entre l'Union et les pays tiers, à la transparence de l'UE et à la politique ouverte en matière de données, à la non-discrimination et au droit pénal européen. Elle a contribué à l'adoption et à l'application de plusieurs actes juridiques de l'UE dans ces domaines. Katarzyna Janicka-Pawlowska possède une vaste expertise dans le processus décisionnel de l'UE et dans l'application du droit communautaire.

Katarzyna Janicka-Pawlowska est titulaire d'un LL.M. en droit européen du Collège d'Europe de Bruges et d'un master en droit de l'Université de Varsovie. Elle est également titulaire d'un diplôme en droit anglais et en droit de l'UE de l'Université de Cambridge. Elle a également étudié le droit français à la Faculté de droit de l'Université d'Orléans. Mme Janicka-Pawlowska est née en Pologne ; elle parle couramment polonais, anglais, français et espagnol.

# Fabien Jobard

Directeur de recherche, Centre national de la recherche scientifique (CNRS), France

Fabien Jobard, docteur en science politique (1998), est directeur de recherches au CNRS, au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP ; UMR CNRS 8183). Il travaille sur les questions de police, à partir d'enquêtes quantitatives ou d'observations et entretiens dans les services de police, également sur les questions de justice pénale, notamment dans une perspective franco-allemande. Parmi ses dernières publications : (direction, avec Daniel Schönplflug), Politische Gewalt im urbanen Raum. Oldenbourg : De Gruyter, 2019 ; (direction, avec Jérémie Gauthier) Police. Questions sensibles. Paris : Presses Universitaires de France, 2018 ; (avec Jacques de Maillard) Sociologie de la police. Organisation politique réforme. Paris : Armand Colin, coll. « U Sociologie », 2015.

# Elizabeth Johnston

Directrice exécutive, Forum européen pour la sécurité urbaine (EFUS)

Elizabeth JOHNSTON est directrice exécutive du Forum européen pour la sécurité urbaine (Efus), un réseau et groupe de réflexion regroupant 250 autorités locales et régionales. Elle est également directrice exécutive du Forum français pour la sécurité urbaine. En outre, elle est membre du Conseil consultatif du Parlement mondial des maires, associée officielle de l'Université de Liège (Belgique) et maître de conférences invitée à Sciences Po Paris. Auparavant, et après avoir commencé sa carrière dans une collectivité locale française, Elizabeth Johnston a été directrice de programme à la French-American Foundation et experte en prévention de la violence à la Banque mondiale, à Washington. Elle est diplômée en droit de l'Université d'Assas (France), en sciences politiques de l'Université de Yale (États-Unis) et en politique publique de l'Université Marne-La-Vallée (France).

# Caroline Kerschbaumer

Présidente, ZARA - Zivilcourage und Anti-Rassismus-Arbeit (courage civil et lutte contre le racisme), Autriche

Caroline Kerschbaumer est la directrice générale de l'organisation ZARA - courage civil et lutte contre le racisme et dirige les unités de conseil de ZARA (Unité de conseil aux victimes et témoins de discrimination raciste et Unité de conseil contre la haine en ligne). Elle est avocate et diplômée d'un Master Européen Droits de l'Homme et Démocratisation. Auparavant, elle a travaillé comme chargée de cours et chercheuse à l'Université de Vienne, dans un cabinet d'avocats ainsi qu'au NPM (mécanisme de prévention nationale) autrichien.

# Robert Kusche

Directeur général, RAA Sachsen, e.V., Allemagne

Robert Kusche est titulaire d'un master en études de l'Europe de l'Est, d'une licence en sciences politiques et d'un Executive Master en gestion publique. Il s'intéresse au développement organisationnel, à l'innovation et au renforcement des capacités et ses domaines d'intérêt particuliers sont les droits de l'homme, les crimes de haine et la démocratisation. Il est actuellement directeur général de RAA Sachsen e.V., une association qui soutient les victimes de crimes haineux et met en œuvre des projets éducatifs et sociaux novateurs. En tant que membre du conseil d'administration du Bundesverband der Beratungsstellen für Betroffene rechter, rassistischer und antisemitischer Gewalt (VBRG), il s'engage à rendre les violences d'extrêmes droites visibles et à soutenir ses victimes.

# Général Michel Labbé

Chef de l'inspection générale de la Gendarmerie Française, France

Le général de corps d'armée Michel LABBE est né le 13 février 1959 à Dinard (35). Après des études scientifiques et juridiques, il rejoint la gendarmerie en 1981, au sein de laquelle il alterne des fonctions de commandement et de direction opérationnels dans les domaines de la sécurité et de l'ordre public – il a notamment commandé le département de la Corse-du-Sud et la région de gendarmerie du Limousin – et l'exercice de responsabilités dans des fonctions de conception et de direction en administration centrale dans les domaines des systèmes d'information et de communication et des ressources humaines. Il a exercé les fonctions de chargé de mission auprès du conseiller gendarmerie au sein du cabinet du ministre de l'intérieur à deux reprises.

Chargé de mission en détachement au sein de l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, il devient chef de l'inspection générale de la gendarmerie nationale en 2018.

Auditeur du cycle interministériel de management de l'État et du centre de formation au management de la défense, il est officier de la légion d'honneur et commandeur de l'ordre national du mérite.

# Élise Lassus

Agente de soutien à la recherche, Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne

Elise Lassus travaille comme chercheuse dans l'Unité de recherches et des données de la FRA. Ses domaines d'expertise dans le cadre de son travail pour la FRA comprennent : les cadres légaux de protection des données et de la vie privée, ainsi que les recherches et analyses sur les sujets liés à la société d'information et aux nouvelles technologies. Avant de rejoindre la FRA, elle a travaillé à la Commission Européenne sur les politiques liées au combat contre les discriminations et la protection des consommateurs. Elle a étudié les langues étrangères et les civilisations, et est diplômée d'un master en droits humains, études européennes et science politique, avec une spécialisation sur religions et sociétés.

# Keith Leahy

Officier de police, Police métropolitaine, Royaume-Uni

Le sergent Keith Leahy est officier de police au sein de la police métropolitaine de Londres (Metropolitan Police) depuis près de 30 ans.

Après 7 ans d'intervention policière, dans une zone du centre-ville du sud de Londres, Mr Leahy a été déployé au sein du groupe de soutien territorial, spécialisé dans les opérations d'ordre public, notamment les manifestations, le football et les troubles publics graves.

Il a passé la majeure partie de sa carrière dans le domaine de l'ordre public. En 2012, Mr Leahy a été chargé d'élaborer la nouvelle tactique des équipes de liaison policière (EPL). Les équipes de commandement considèrent maintenant les EPL comme un aspect vital des opérations d'ordre public. Keith a participé à la formation d'agents de la Metropolitan Police, de la British Transport Police, d'autres forces de police régionales ainsi que du Service de police d'Irlande du Nord. Il est considéré comme l'officier le plus expérimenté du pays sur le plan opérationnel, dans le rôle d'EPL, et on lui a demandé de partager cette expérience avec les services d'ordre du monde entier. Keith Leahy dirige maintenant l'équipe de liaison de la Metropolitan Police Liaison Gateway, qui se consacre à améliorer l'engagement avec les groupes de manifestants et à protéger leur droit à la protestation pacifique. Dans ses temps libres, Keith Leahy aime jouer au golf et soutenir le Liverpool Football Club.

# Käti Mägi

Conseillère, Chancelor of Justice, Membre IPCAN, Estonie

Käti Mägi travaille comme conseillère au Bureau du Chancelier de Justice d'Estonie, au département des visites d'inspection. Elle est responsable des questions liées à l'emprisonnement et la détention (notamment d'étrangers). Elle mène des visites d'inspection, répond aux réclamations de détenus et participe à la préparation de projets de révision constitutionnelle concernant les sujets mentionnés ci-dessus. Avant de travailler au bureau du Chancelier de Justice, Käti Mägi travaillait comme avocate au Ministère des affaires étrangères, spécialisée sur le contentieux devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme et la Cour de Justice de l'Union Européenne.

# David Martin

Sergent, Police municipale de Fuenlabrada, Espagne

David Martin Abanades, Consultant expert au Programme des « Cités interculturelles » (Conseil de l'Europe), Inspecteur de Police local (Espagne), Diplômé en droit de la Universidad Nacional de Educación a Distancia (UNED) et diplômé du Master en Droits de l'Homme, Démocratie et Globalisation de la Universitat Oberta de Catalunya (UOC). Il a réalisé son travail final de Master sur « Identifications et casiers judiciaires discriminatoires. Etat du problème en Espagne ».

Mr Martin a rejoint la police locale de Fuenlabrada en 1996. Depuis 2007, il travaille sur les questions de sécurité, de diversité sociale, de discrimination et d'amélioration des relations entre police et minorités, en lançant en 2008, la première équipe de Management de la Diversité de la Police en Espagne. De 2016 à la fin de 2018, il était en charge de mettre en place l'unité de management de la diversité de la Police municipale de Madrid (6000 officiers de police).

Mr Martin a collaboré comme expert de la police avec l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), le Conseil de l'Europe et les Nations Unies, toujours en relation avec les thèmes de crimes haineux, des profilages ethniques, de la protection des Droits Humains et de l'amélioration des relations entre police et groupes sociaux vulnérables.

Il a également enseigné dans plusieurs universités, notamment l'Université de Madrid Carlos III et à l'Université de Castille.

Parmi ses dernières publications : "Intercultural cities, Manual on Community Policing", Council of Europe (C.O.E.), Intercultural Cities Programme. Strasbourg, 2019 ; "Madrid Municipal Police Master Plan 2016-2019", Diversity Management Chapter. Madrid, 2016 ; "Practical Guide for Police services to prevent discrimination against the Roma communities", Roma Secretariat Foundation. Madrid, 2014.



# Omer Mas Capitolin

Président de la MCDS (Maison Communautaire pour un Développement Solidaire), France

Omer Mas Capitolin est agent de développement social, communautaire et local, membre actif et consultant de la plateforme «Pour mettre fin aux contrôles de faciès», une coalition d'organisations non gouvernementales qui s'efforce de promouvoir des réformes visant à réduire la pratique des contrôles au faciès.

Il est co-fondateur et président de la MCDS (Maison Communautaire pour un Développement Solidaire), une organisation non gouvernementale, créée en 2014, qui lutte contre la discrimination et promeut l'amélioration des relations entre la police et la population en France. L'organisation travaille sur quatre questions fondamentales : le profilage ethnique dans les contrôles de police, les contrôles abusifs, la violence policière et l'amélioration des relations entre la police et la population, en particulier les relations entre la police et les jeunes.

L'approche par communauté du MCDS vise à renforcer la capacité des citoyens à élaborer collectivement des solutions à leurs problèmes au sein de leurs communautés locales. La MCDS fournit aux jeunes les conseils et les outils nécessaires pour réfléchir collectivement à leurs problèmes et identifier des solutions, puis les accompagne dans la formulation des aspects opérationnels de leurs projets et dans l'obtention d'un soutien institutionnel pour la réalisation de leur vision de la transformation sociale. La MCDS développe et construit également un réseau ouvert d'acteurs locaux capables d'utiliser leurs diverses positions, intérêts et compétences pour apporter collectivement un changement. Les expériences et les connaissances acquises dans un quartier sont ensuite utilisées pour organiser d'autres quartiers. Cette approche vise à bâtir des communautés, à créer un sentiment d'appartenance et à donner aux gens les moyens de devenir des agents du changement.

# Thierry Maurer

Commissaire Divisionnaire, Police, Belgique

Le commissaire divisionnaire Thierry MAURER est membre de la zone de police locale Namur Capitale (Belgique).

Dans le cadre de son parcours professionnel au sein des services de police belges (ex-Gendarmerie, Police Fédérale et Police Locale), Mr Maurer a notamment exercé diverses fonctions dans le domaine de la police administrative en général et de la gestion d'événements en particulier : commandant de peloton et commandant en second d'escadron pour l'exécution de missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public (dont, à titre ponctuel, la fonction d'évaluateur externe pour l'examen pratique de maintien de l'ordre au sein de l'école pour officiers), gestionnaire de dossiers au sein de la Direction des Opérations de la police fédérale en charge de la préparation des événements au niveau fédéral, conseiller au sein de la Direction générale de la police administrative de la police fédérale, ancien membre du Comité technique « gestion démocratique des foules » de Francopol.

Thierry Maurer a également eu l'opportunité de travailler au sein du Service d'Enquêtes du Comité permanent de contrôle des services de police (Comité P).

# Dunja Mijatović

Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe

Dunja Mijatović a été élue Commissaire aux droits de l'homme le 25 janvier 2018 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> avril 2018. Elle est la quatrième Commissaire, succédant à Nils Muižnieks (2012-2018), Thomas Hammarberg (2006-2012) et Alvaro Gil-Robles (1999-2006).

Citoyenne de Bosnie-Herzégovine, elle œuvre depuis plus de vingt ans pour la promotion et la protection des droits de l'homme, ayant ainsi acquis des connaissances approfondies dans le domaine du suivi international, notamment en matière de liberté d'expression.

Avant d'être nommée Commissaire aux droits de l'homme, elle a été Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias (2010-2017), Directrice de la Diffusion de l'Agence de régulation des communications en Bosnie-Herzégovine (2001-2010), Présidente de la Plateforme européenne des instances de régulation (2007-2010) et du Groupe

de spécialistes du Conseil de l'Europe sur la liberté d'expression et d'information en temps de crise (2005-2007).

Dunja Mijatović a régulièrement donné des conférences dans des forums nationaux et internationaux et a reçu plusieurs prix pour son travail en matière de droits de l'homme. Elle a également soutenu les activités d'ONG œuvrant dans les domaines de l'éducation aux droits de l'homme et de l'asile.

# André Müller

Secrétaire général du département de la sécurité de la ville de Zurich, Suisse

M. Müller est titulaire d'un master de droit de l'Université de Zurich et d'un master d'administration des entreprises de l'Université de Saint-Gall.

M. Müller a commencé sa carrière en 1989 comme greffier au tribunal de district de Zurich. Il a rejoint un an plus tard la police municipale de Zurich où il a occupé différents postes de direction et a été membre de la direction jusqu'en 2006.

En 2006, M. Müller a été nommé secrétaire général du département de la sécurité de la ville de Zurich. Dans le cadre de son travail au sein du Département de la Sécurité, il a dirigé le Projet PiuS (Service de police dans les domaines de tension en zone urbaine) pour une «police justifiée, juste et efficace», se concentrant sur quatre sujets : les interpellations et fouilles, les plaintes contre la police, les violences et menaces contre la police, et les caméras portatives.

# Naim Naili

Membre du projet « Policité » et du programme « Jeunes leaders », France

Âgé de 21 ans, Naim Naili est l'un des membres actifs du programme « jeunes leaders » du centre social Georges-Lévy, créé en 1981 à Vaulx-en-Velin à l'initiative d'habitants suite aux « rodéos » et à d'autres problèmes de délinquance. Formé en sociologie et en droit, il participe depuis 2016 au projet PoliCité, une recherche-action consacrée à l'expérience des discriminations dans les quartiers populaires et réalisée en partenariat avec des chercheurs de la chaire UNESCO Politiques Urbaines et Citoyenneté (Université de Lyon/ENTPE). Très investi dans la vie associative locale, il a créé l'association (A Vaulx AmbitionS (AVAS)), une association qui vise à promouvoir activement l'égalité des chances pour les jeunes du Mas du Taureau. Il est également administrateur des Cités d'Or, un mouvement civique créé en 2007 et reconnu d'intérêt général depuis 2013.

# Michael O'Flaherty

Directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne

Michael O'Flaherty est directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE. Auparavant, il a été professeur titulaire de droits de l'homme et directeur du Centre irlandais des droits de l'homme à l'Université nationale d'Irlande à Galway, et a été président de la Commission des droits de l'homme d'Irlande du Nord. De 2004 à 2012, il a été membre du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, dont il a été Vice-Président. Il est actuellement professeur auxiliaire de droit à la National University of Ireland Maynooth.

Michael O'Flaherty a occupé un certain nombre de postes de haut niveau aux Nations Unies, y compris l'établissement des missions des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine et en Sierra Leone. M. O'Flaherty est arrivé à NUI Galway de l'Université de Nottingham où il était professeur de droits humains appliqués et codirecteur du Human Rights Law Centre. Ses publications comprennent des volumes sur le droit et la pratique des opérations de terrain dans le domaine des droits de l'homme, la professionnalisation du travail de terrain dans ce même domaine et la diplomatie des droits de l'homme.

# Mia Poutanen

Surintendante principale, Conseil national de la police, Finlande

Mme Mia Poutanen est surintendante principale au Conseil national de la police finlandaise. Elle est la cheffe nationale de la police de l'immigration. Elle travaille en tant qu'évaluatrice Schengen dans le domaine de la gestion des retours au sein des équipes de champs mises en place par la Commission européenne. Elle a également travaillé comme conseillère invitée dans le cadre d'un projet de recherche et développement universitaire visant à développer la coopération et l'échange d'informations entre les autorités chargées des migrations et de la sécurité. Mia Poutanen est chercheur doctoral à la Faculté de Management de l'Université de Tampere avec pour objectif d'obtenir un Doctorat en Sciences Administratives.

# Justice Mary Ellen Ring

Présidente, Garda Síochána Ombudsman Commission, membre IPCAN, Irlande

La juge Mary Ellen Ring a été nommée à la Commission de l'ombudsman de la Garda Síochána (GSOC), un organisme indépendant de surveillance de la police, en août 2015 et a été nommée présidente de la GSOC en décembre 2016.

Au cours de son mandat de présidente, Mme la juge Ring a contribué significativement au débat sur la réforme de la police et de la surveillance policière en Irlande, notamment à la Commission sur l'avenir des services de police en Irlande. Elle a également dirigé le GSOC dans sa plus grande expansion depuis que l'organisation est devenue opérationnelle en 2007. Avant d'être nommée au GSOC, Mme la juge Ring était avocate et exerçait dans les domaines du droit pénal, administratif et du droit de l'enfance. Elle a été admise au Barreau intérieur en 2002 et est devenue juge à la Cour de circuit en avril 2012. Elle a été nommée juge à la Haute Cour par le Président Michael D. Higgins en 2015.

Membre fondatrice de l'Association for Criminal Justice Research and Development (ACJRD) et cofondatrice du Children's Legal Centre, Mme Ring a également été membre du Bar Council, membre du National Crime Council et présidente de l'Irish Women Lawyers' Association. Elle a été nommée « Femme de l'année » par l'Irish Women Lawyers Association (IWLA) en 2018.

# Herman Renes

Formateur sur les crimes haineux pour le Conseil de l'Europe et l'OSCE

Herman Renes a travaillé pendant plus de 20 ans comme policier assermenté, dans différentes fonctions, dans la ville de Rotterdam, et travaille depuis 15 ans sur les questions d'inclusion et de diversité et sur la lutte contre les discriminations au niveau national au Pays Bas. Il a été président du Réseau néerlandais de la police gay de 2010 à 2015 et président de l'Association européenne de la police gay de 2010 à 2016, ce qui lui a permis d'établir un vaste réseau au sein des organisations policières en Europe.

Il a donné des formations et des ateliers sur la diversité et la non-discrimination à l'Académie de police néerlandaise. En outre, en tant que formateur senior, il donne des formations dans des académies / écoles de police dans de nombreux pays européens, pour le compte du programme OSCE / ODIHR - TAHCLE.

Depuis 2014, il coopère avec le Conseil de l'Europe tant pour l'équipe d'appui du Représentant spécial du Secrétaire Général pour les questions roms que pour l'unité SOGI.

Aux Pays-Bas, Herman Renes est également conseiller et formateur pour le Comité olympique néerlandais / Académie du sport sur les questions d'environnement sportif sûr, de comportements inappropriés et de harcèlement sexuel.

# Sebastian Roché

Directeur de recherche, Centre national pour la recherche scientifique, France

Sébastien Roché a un doctorat en science politique et enseigne à Sciences Po Grenoble. Il est directeur de recherche au CNRS, spécialisé dans les domaines de la criminologie, de l'étude comparative des services de police et plus précisément des relations police – population : les rencontres polices – citoyens, et la surveillance des systèmes de police dans l'Union Européenne. Il a été l'investigateur principal du projet franco-allemand POLIS sur les relations entre police et adolescents dans des sociétés multi-ethniques (avec Dietrich Oberwittler), et du projet européen Minority Youth and Social Integration European project (avec Mike Hough). Sébastien Roché est l'éditeur européen de l'« International journals policing and society » et de la « Global and comparative policing review » à paraître. Il a publié plus de dix livres, dont « De la Police en Démocratie » » (Grasset), « The governance and oversight of Internal Security Forces in Turkey and seven EU countries » (UNDP), « Police de Proximité » (Seuil) ainsi que des douzaines d'articles (parus dans Crime and Justice, European Journal of Criminology, Canadian Journal of Criminology, Revue Française de Science Politique) et des chapitres dans plusieurs livres collectifs, comme par exemple le Manuel Oxford « Ethnicity, crime et immigration » (2013). Sébastien Roché a aussi travaillé comme expert pour la Commission Européenne et les Nations Unies dans leur programme de réforme du secteur de la sécurité, et pour le Ministère de l'Intérieur.

# Charlotte Storgaard

Directrice générale, Autorité indépendante de plaintes contre la police, membre IPCAN, Danemark

Charlotte Storgaard est, depuis 2008, la Directrice générale de l'Autorité indépendante de réclamations sur la police du Danemark. Avant de tenir ce rôle, elle y a été cheffe de division pendant quatre ans.

Elle est diplômée d'un master en droit de l'Université d'Aarhus, obtenu en 1999, et a depuis travaillé à plusieurs reprises comme avocate spécialisée dans le droit du travail et de l'emploi (Cabinet Norrborn Vinding de 2003 à 2005 et cabinet LETT de 2007 à 2014). Elle a également travaillé comme cheffe de section au Ministère de la Justice danois, travaillant d'abord sur le droit international et de l'Union Européenne, et ensuite sur le droit administratif et de la propriété, ainsi que comme procureur.

# Jacques Toubon

Défenseur des droits, France

Elève à l'Ecole nationale d'administration (ENA) (promotion Stendhal, 1963-65), administrateur civil au ministère de l'Intérieur, directeur de cabinet du préfet des Basses-Pyrénées devenues Pyrénées Atlantiques (1965-68) / Chef du cabinet du secrétaire d'Etat aux Dom-Tom (1968-69), Conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement (1969-70) / Membre du cabinet de Jacques Chirac, ministre délégué aux relations avec le Parlement, puis ministre de l'Agriculture, puis ministre de l'Intérieur (1971-1976) / Directeur bénévole de la Fondation Claude Pompidou (1970-77) / Secrétaire général adjoint du RPR, délégué national chargé des élections (1977-81). Député de Paris (1981-1997). Président de la Commission des lois de l'Assemblée Nationale (1986-1987). Secrétaire général (1984-88) du Rassemblement pour la République (RPR) / Maire du 13e arrondissement de Paris (1983-2001), Conseiller du 13e arrondissement de Paris (2001-08) / Président du Club 89 (1993-2010) / Ministre de la Culture et de la Francophonie (1993-95), Garde des Sceaux, ministre de la Justice (1995-97) / Conseiller auprès de Jacques Chirac (Président de la République) (1997-98) / Conseiller d'Etat (2002-06) / Député européen (2004-09) / Président d'Eurimages (2002-09) / Chargé de la mission de préfiguration du Centre de ressources et de mémoire de l'immigration (2003), Président du conseil d'orientation de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (2007-14) / Membre du Haut conseil à l'intégration (2009-13) / Membre du Collège de la HADOPI (2009-2013) / Depuis 2014 Défenseur des droits.

# Sally Trattle

Inspectrice de Police, Police du Northamptonshire, Royaume Uni

Sally Trattle est Inspectrice de police dans un service de police rurale au Royaume Uni. Elle a été officier de police pendant 27 ans pendant lesquels elle a occupé plusieurs postes de premier plan. Elle est actuellement commandante dans une salle de contrôle des services. Elle est également responsable de la réaction aux incidents mortels de masse, et du déploiement des équipes anti-émeutes.

Elle est particulièrement intéressée par les partenariats entre police et public et comment ils peuvent aider à maintenir les « principes de Peel » et le principe de maintien de l'ordre par le consentement (« policing with consent »).

# Christian Wessman

Département National Suédois des Opérations (NAO), ancien Chargé de projet du projet GODIAC, Suède

Après avoir été diplômé de l'Académie Nationale de Police, Christian Wessman a servi pendant quelques années dans la patrouille régulière d'officier à Stockholm. Puis, en 2005, il a intégré l'équipe qui a imaginé et initié à l'échelle nationale la mise en place d'un concept inédit de gestion des foules potentiellement violentes – la Tactique Spéciale de Police (TSP). L'équipe a mené des études de terrain en utilisant la méthode d'examen par les pairs et, en se basant sur les carences observées, elle a créé une procédure d'opération standard, des descriptions de travail, des curriculums de formation et a formé tous les niveaux de l'organisation à ces tactiques, au leadership, à l'éthique, à la communication et la législation de la police. Depuis, Mr Wessman a eu le privilège de devenir premier Commandant adjoint de la division TSP de conté de Stockholm, responsable du projet GODIAC, financé par l'Union Européenne (dont l'objectif est d'identifier les bonnes pratiques de dialogue et de communication dans le maintien de l'ordre pendant les manifestations à travers l'Europe), chef de l'Unité de Police Constituée des Nations Unies au Libéria (à la tête de 1000 hommes), directeur national suédois des équipes d'opérations spéciales, et actuellement chef du pilier opérationnel de la Mission « Etat de droit » de l'Union Européenne au Kosovo – EULEX.



# Anne Wulleumier

Chargée de recherche, Institut national des hautes études de la Sécurité et de la Justice (INHESJ), France

Docteure en Science Politique de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Anne Wulleumier s'est intéressée durant son parcours universitaire à la sociologie de l'Etat et plus précisément aux trajectoires professionnelles des anciens élèves de l'ENA. Depuis septembre 2001, elle est chargée de recherche à l'INHESJ où elle prend en charge également pendant trois ans la rédaction en chef des Cahiers de la Sécurité (jusqu'en 2004).

Anne Wulleumier développe ses travaux autour de trois axes de recherche qui sont les politiques publiques de sécurité, les politiques internes à l'organisation policière et l'articulation des questions policières avec les questions sociales (en particulier autour de la problématique de la place des citoyens dans les politiques policières ou encore des relations jeunes /police). Depuis 2013, elle est directrice scientifique de la recherche ANR IPOGEES portant sur « Les interventions des policiers et des gendarmes en matière de sécurisation des établissements scolaires » menée en partenariat entre l'INHESJ et l'Université Paris Est Créteil.

Anne Wulleumier est actuellement directrice scientifique de la recherche collective « Désescalade de la violence et gestion des foules protestataires : quelle(s) articulation(s) en France et en Europe aujourd'hui ? » (2019-2020).

Parmi ses dernières publications : Wulleumier A & Delpeuch Th. (2019), Évaluer l'action de sécurité publique. Une approche qualitative à l'usage des professionnels de terrain, Paris, La documentation française (à paraître) ; Wulleumier A, (2018), « Du choc des légitimités au « partenariat » entre sociologues et institutions policières. Quelles logiques d'action administratives, quelles postures de recherche? », in Laforgue D. (dir.), Le faire sociologique. Épreuves et horizons d'une recherche impliquée, Presses de l'Université Savoie Mont Blanc, p. 103-133 ; Wulleumier A, (2017), « Les policiers éducateurs et l'effectivité du droit. Exploration comparée des répertoires policiers de pédagogie du droit en France et au Canada », Droit et Société, n°97, p.521-536.

# Elizabeth Zinschitz

Chargée de projet et responsable de formation, CEPOL

Elisabeth Zinschitz est chargée de projet et responsable de formation à CEPOL depuis 14 ans. Elle est responsable des portefeuilles sur le trafic d'être humain, les droits fondamentaux et les crimes haineux dans le cadre des formations pour les personnels judiciaires et policiers.

Originellement, elle a travaillé dans le secteur social en Australie où elle a dirigé un centre de traitement et de prévention pour les enfants qui ont subi des abus sexuels ou des violences domestiques. Dans ce contexte, elle a travaillé régulièrement avec les personnels judiciaires et policiers. Elle a aussi pris part en tant qu'expert au projet PHARE sur la protection des enfants en Roumanie en 2004 et 2005, où elle a mené des ateliers sur les droits des enfants pour différents types de professionnels travaillant avec des enfants et a suivi et contrôlé la fermeture de larges maisons publics pour enfants. Par ailleurs, elle a apporté son soutien et ses conseils aux parents et enfants ayant des besoins spéciaux et aux assistants d'adultes ayant des besoins spéciaux. Elle a organisé et coordonné des programmes de formation pour ces assistants. Elle a également travaillé comme psychothérapeute pendant 15 ans en pratique privée, se concentrant principalement sur les victimes d'abus sexuel, les personnes ayant des besoins particuliers et les réfugiés. Elle a donné des présentations à plusieurs conférences sur la psychothérapie, a contribué à des publications et traduit plusieurs livres de psychothérapie.

Elle a un degré de Langues, Psychothérapie et Administration Publique, et est également diplômée à un niveau non académique en Orientation Familiale et Psychologie.





# IPCAN

INDEPENDENT POLICE COMPLAINTS  
• AUTHORITIES' NETWORK •

---

